

Brochure n° 3081

Convention collective nationale

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES
ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

(11^e édition. – Août 2003)

**ACCORD DU 23 DÉCEMBRE 2004
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA OUVRIERS
À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2005
(AQUITAINE)**

NOR : *ASET0550225M*

IDCC : 87

Entre :

L'union régionale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM Aquitaine), agissant tant pour le compte des organisations syndicales qui la composent qu'au nom et pour le compte de l'organisation syndicale de la fédération de l'industrie du béton Aquitaine (FIB Aquitaine), du syndicat des producteurs de silice pour l'industrie, du syndicat des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées (FILMM) et du syndicat des industries françaises des fibres-ciment (SIFF),

D'une part, et

Le syndicat régional construction bois Aquitaine CFDT,

D'autre part,

Conformément à la convention collective nationale du 22 avril 1955, à l'accord national sur les salaires du 21 février 1957, notamment à son article 6, paragraphes *b* et *c*, qui prévoit l'établissement d'annexes régionales à l'accord national du 23 janvier 1992, il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Départements concernés

Il s'applique dans les départements ci-après : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques.

Article 3

Salaires minima de qualification

Les salaires minima de qualification qui, conformément à l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992 étendu, servent de base de calcul de la prime d'ancienneté, sont fixés ainsi :

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE (en euros)
OM	120	3,61
OS 1	130	3,91
OS 2	140	4,21
OS 3	150	4,51
OQ 1	160	4,81
OQ 2	170	5,11
OQ 3	185	5,56
OHQ	200	6,01
CEQ	225	6,76

Article 4

Salaires minima garantis

En application de l'accord national du 23 janvier 1992, les salaires horaires minima garantis des ouvriers ne pourront être inférieurs aux montants suivants.

CATÉGORIE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE garanti (en euros)
OM	120	7,61
OS 1	130	7,65
OS 2	140	7,70
OS 3	150	7,75
OQ 1	160	7,80
OQ 2	170	7,95
OQ 3	185	8,10
OHQ	200	8,40
CEQ	225	8,85

Les minima garantis ainsi déterminés comprennent l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail éventuellement versée par l'entreprise.

Article 5

Minimum garanti

Le salaire mensuel minimum garanti est déterminé en multipliant le taux horaire tel que défini à l'article 4 par l'horaire mensuel collectif appliqué par l'entreprise.

Article 6

Avantages en nature

Conformément à l'article 1^{er} de l'accord national des salaires du 23 janvier 1992 étendu, les salaires minima englobent tous les avantages en nature ou autres, accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit.

Toutefois en sont exclues :

- a) Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour les travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;
- c) Les majorations pour heures supplémentaires ;

d) Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955 ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;

e) Les primes d'ancienneté et d'assiduité ;

f) Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 7

Obligations des entreprises

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires garantis fixés à l'article 4.

Article 8

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord prend effet au 1^{er} janvier 2005.

Article 9

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Gironde, dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension.

Article 10

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la DDTE où il est déposé. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 11

Les partis conviennent de se rencontrer lors d'une prochaine commission paritaire fixée au jeudi 7 juillet 2005, à 10 heures.

Fait à Bordeaux, le 23 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)